



Le communiqué ci-dessous a été cité par l'AFP et plusieurs journaux.

Paris, le 9 juillet 2008

RER A : 13000 signatures remises au ministre, au STIF et à la RATP

Le 15 mai dernier, l'AUT lançait une pétition réclamant l'acquisition et la mise en place de nouvelles rames à deux niveaux sur le RER A, pour résoudre les graves problèmes de surcharge que rencontre cette ligne. En un peu plus de six semaines, cette pétition a recueilli 13124 signatures. Un exemplaire en a été remis à M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État aux transports, un autre à M. Jean-Paul Huchon, président de la Région et du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, un troisième enfin à M. Pierre Mongin, président de la RATP.

Rappelons les arguments développés dans la pétition : la ligne A transporte aujourd'hui 1,1 millions de voyageurs par jour. Sa fréquentation sur la partie RATP a augmenté de 26% sur les dix dernières années et tout porte à croire que la tendance va se poursuivre. Surcharges, portes bloquées, voyageurs malades, retards en cascade : la situation se dégrade de plus en plus du fait de cette surcharge. La généralisation des rames à deux niveaux - seul 25% du parc en est actuellement pourvu - constitue la seule solution à moyen terme : leur capacité unitaire est supérieure de 38% aux rames à un seul niveau les plus anciennes.

Certes, cela nécessite la passation d'un nouveau marché : on peut en profiter pour définir un cahier des charges qui porte sur un matériel plus spacieux que l'actuel "MI2N", mais tout en gardant un objectif de livraison rapide : première rame en 2011.

Les trois acteurs se sont montrés très sensibles à nos arguments, à tel point que 300 millions d'euros vont être dégagés par le STIF et 300 par la RATP, pour l'achat de 30 trains longs à deux étages, soit 60 rames de 5 voitures.

L'AUT souligne que cette commande de matériel ne remplace pas les mesures d'exploitation à court terme que doivent prendre la RATP et la SNCF pour diminuer les incidents et augmenter le débit de la ligne A.

D'autre part, la Région a proposé à l'État de participer à un "Plan de mobilisation" de 13,7 milliards d'euros d'investissements supplémentaires pour l'amélioration des transports en Ile-de-France. Ce plan a été présenté mardi 1^{er} juillet au Comité des partenaires du STIF dont nous faisons partie : nous restons attentifs à la suite qui en sera donnée.